Fondation Jean Jaurès

Démocratie

IMMIGRATION, INTÉGRATION : DES FRANÇAIS RÉSOLUMENT EN FAVEUR DE LA RÉGULATION

Daniel Szeftel

11/09/2026

La Fondation Jean-Jaurès poursuit son analyse des réponses des Français et des Françaises au Grand débat national qui s'est déroulé au début de l'année 2019. Daniel Szeftel, expert associé à la Fondation, décrypte les réponses sur les questions de l'immigration et de l'intégration, à l'aune de la future campagne présidentielle, dans le cadre d'une réflexion de l'Observatoire du fait migratoire de la Fondation sur ces questions. Il en ressort qu'une majorité de répondants se prononce en faveur d'une immigration régulée démocratiquement, tenant compte des besoins économiques et des capacités d'accueil.

Le Grand débat national lancé à la suite du mouvement des « gilets jaunes » a conduit près d'un demi-million de Français à répondre à une consultation publique du 15 janvier au 15 mars 2019. Cette consultation permettait des réponses libres à un certain nombre de questions de société. Alors que le sujet risque d'être de nouveau présent lors de la campagne présidentielle qui s'ouvre, il apparaît intéressant d'analyser le très riche corpus du Grand débat national pour identifier la réalité de la demande sociale sur les questions d'immigration et d'intégration.

La structuration actuelle de cette question, conduisant à l'opposition forcément stérile des partisans du « grand remplacement[1] » et des tenants de l'ouverture sans limite des frontières, correspond-t-elle à l'opinion des Français ? La visée sociale adoptée par François Ruffin, qui s'attache à mesurer l'impact de l'immigration sur le travail, mais aussi sur le logement, l'éducation, la santé, qui apparaît si minoritaire dans le débat public, est-elle partagée par une part significative des répondants ? Plus encore, peut-on identifier une ou plusieurs orientations des Français sur des questions aussi cruciales que le contrôle démocratique de l'immigration dans notre pays, le lien des politiques françaises avec les politiques européennes, ou l'articulation entre immigration et politiques publiques d'intégration ? L'analyse des très nombreuses réponses au Grand débat

national permet avec les méthodes statistiques appropriées de répondre avec finesse avec ces interrogations en adoptant à la fois une approche quantitative pour identifier les lignes de force et le poids de chaque position dans la population, et qualitative en restituant de manière précise les verbatims des répondants[2].

Le corpus analysé ici correspond aux réponses de 87 123 Français aux questions du Grand débat national portant sur l'immigration et l'intégration. Quatre questions ont été analysées :

- Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quelles sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?
- En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?
- Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?
- Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes ?

Il ne s'agit que d'un sous-ensemble des réponses au Grand débat national, celles qui ont été rédigées au travers du canal numérique par opposition à celles qui l'ont été sous format papier. Cela introduit un biais, difficile à décrire parfaitement dans la mesure où nous ne disposons que de peu d'informations sur les répondants (en l'occurrence uniquement du code postal de résidence), mais qui apparaît clairement avec la surreprésentation des grands centres urbains.

Méthodologie

Avant toute analyse, les réponses sont normalisées. Le socle commun comprend la mise en minuscules, la simplification de la ponctuation, la normalisation légère des espaces et des apostrophes, ainsi que l'élimination des formes vides ou trop courtes lorsque leur contenu sémantique est insuffisant.

La logique générale de la « clusterisation » est lexicométrique et non supervisée. La présente note traite les réponses de chaque répondant comme un tout cohérent et chaque réponse ouverte comme une unité textuelle propre. Chaque réponse un peu développée a d'abord été convertie en une sorte de « carte d'identité textuelle » à partir des mots et groupes de mots qu'elle contient. Cette méthode donne plus de poids aux termes qui aident vraiment à distinguer les réponses, et moins aux mots très fréquents qui apportent peu d'information.

Les réponses ont ensuite été regroupées automatiquement selon leur proximité de sens. Les réponses substantielles ont d'abord été réparties en 100 sous-groupes, puis ces sous-groupes ont été rassemblés en 10 grands groupes. Le passage de 100 sous-groupes à 10 grands groupes n'a pas été fait uniquement par machine. Il a aussi demandé un travail d'interprétation : il a fallu relire les groupes proches, repérer leurs points communs et leur donner un nom compréhensible. L'objectif n'était pas seulement d'obtenir des catégories mathématiquement cohérentes, mais aussi des ensembles qui aient un sens clair sur le plan sociologique.

Enfin, il faut garder en tête que ces groupes ne sont pas des cases parfaites. Les réponses d'opinion sont souvent courtes, mélangent plusieurs idées ou restent ambiguës. La méthode oblige malgré tout à classer chaque réponse dans un groupe précis. Les résultats doivent donc être lus comme une représentation organisée des grandes tendances du corpus, et non comme une vérité absolue où chaque réponse appartiendrait naturellement à une seule catégorie.

Éléments de constat

La première question permet d'identifier la vision un peu conceptuelle qu'ont les Français de l'immigration. Voici la répartition en dix sous-groupes d'arguments avec leur poids respectif.

Groupe	Part du corpus	Réponses emblématiques
G03 : Immigration choisie, quotas et besoins économiques	15,8%	« Il faut définir une immigration choisie avec des quotas en fonction de nos besoins (comme au Canada ou en Australie). » « Il y a trop d'immigration dans certaines régions, imposer de parler français après une année établi en France, mettre des quotas en fonction du besoin de main-d'œuvre, une l'immigration choisie sauf pour immigrés politiques. » « Il y a trop d'immigrés en situation irrégulière. Je suis pour une immigration choisie en fonction de nos besoins de main-d'œuvre. »
G06 : Asile, accueil humanitaire et droits fondamentaux	15,2%	« C'est une honte pour la France qui se targue d'être le pays des droits de l'homme d'accueillir aussi mal les étrangers, demandeurs d'asile ou migrants économiques fuyant la guerre ou la mort. » « La France est la patrie des droits de l'Homme et doit rester une terre d'accueil. Notre pays est riche de sa diversité qui s'est construite tout au long des vagues d'immigration. Accueillir les migrants n'est pas les parquer dans des zones où l'on n'imaginerait pas vivre soi-même. »
G04 : Intégration, assimilation et obligations civiques	11,5%	« Il faut des critères de volonté d'intégration : respect de nos lois, de notre mode de vie, apprentissage de notre langue. » « L'immigration n'est pas un problème sur le plan de la quantité. Le problème vient de notre absence de politique claire d'intégration ; chaque immigrant devrait avoir une obligation d'intégration : langue, vêtements, respect des valeurs de la France. »

G05 : Impact socio-économique, emploi, logement et capacité d'accueil	9,4%	« Il faut une politique du droit d'asile qui se donne les moyens d'accueillir dignement les demandeurs. Jumelé avec une politique migratoire qui doit correspondre à nos capacités d'accueil, donc de travail, de logement et d'éducation. » « Plus on fera rentrer d'immigrés et plus les salaires baisseront [...] : c'est la stratégie du patronat pour paupériser la France. » « L'immigration non ou peu qualifiée est une trappe aux bas salaires et aux mauvaises conditions de travail. »
G01 : Restriction forte et baisse des flux	8,6%	« Il faut stopper l'immigration, car nous allons à notre perte. On ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Cela est irresponsable. » « Nous arrivons à saturation. Il faut stopper l'immigration, à tout le moins la réduire drastiquement. La politique migratoire est trop laxiste et généreuse. Nous ne pouvons plus accueillir la misère du monde. Sur l'asile, faire en sorte que les critères d'éligibilité soient instruits dans le pays d'origine. Expulser les sans-papiers qui ont vu leur droit d'asile refusé. Sur l'immigration économique, la stopper, ni plus ni moins. Mettre fin au regroupement familial. » « Il faut stopper l'immigration tant que les problèmes d'intégration ne sont pas résolus. L'immigration depuis les trente dernières années, vient de la même région du monde, des populations avec une culture à l'opposé de la nôtre. Il faut diversifier l'immigration, elle doit venir de toute la planète et pas seulement des pays arabes. C'est aux étrangers de s'adapter à la France, ses traditions... et non le contraire ? L'immigration doit être choisie, on ne peut pas accueillir toute la misère du monde. »

G09 : Action sur les causes / pays d'origine / coopération	6,7%	« Il faut aider les pays d'origine des migrants à résoudre leurs difficultés et limiter l'immigration. » « Concernant l'immigration économique ou climatique, il faut plus aider les pays concernés par des aides financières européennes et des collaborations sur le terrain pour permettre à ces populations de rester chez elles et d'aider leur pays à se développer. » « Il faut d'abord encourager et aider les pays d'origine à garder leurs ressortissants. »
G08 : Gouvernance / diagnostic public / coordination européenne	6,4%	« La situation de l'immigration en France serait améliorable si un consensus était trouvé au niveau européen pour fixer des critères pertinents et homogènes à mettre en place. L'Union européenne doit se répartir, de manière équitable, les personnes qui ont le statut de demandeurs d'asile. Les pays qui ne le veulent pas n'ont rien à faire dans l'Union européenne. » « La question de l'immigration économique doit être traitée au niveau européen, par le renforcement du contrôle aux frontières de l'UE mais surtout par une harmonisation des critères d'immigration (et d'asile) et une politique européenne d'intégration ambitieuse. »

G02 : Contrôle légal, frontières et expulsions	6,1%	« Il y a trop d'étrangers non intégrés, grâce au regroupement familial et la non-expulsion des personnes en situation irrégulière. Il faut la fin du regroupement familial, la fin du droit du sol. » « La politique migratoire actuelle est mauvaise. Il faut établir des quotas et redéfinir les conditions d'accueil. Mettre fin au regroupement familial (si une personne étrangère arrive en France et qu'elle y travaille, elle doit être en capacité de subvenir aux besoins de sa famille qu'elle souhaite rapatrier. La France ne doit dans ce cas ni verser d'allocations familiales, ni d'allocations logement). Il faut mettre un terme au droit du sol et revoir les conditions d'obtention de la nationalité française. Il faut appliquer la déchéance de nationalité en cas de délits et de crimes. Il faut lutter contre l'immigration clandestine et renvoyer les clandestins. Il faut lutter contre les fraudes, massives ! Plafonner le montant des allocations cumulées par foyer. »
G07 : Vision positive ou équilibrée de l'immigration	4,9%	« Nous ne sommes pas un pays attractif pour les migrants. Nous en avons donc moins reçu que d'autres pays. Je pense que l'immigration est une bonne chose pour un pays : elle permet de faire avancer notre économie, favorise le brassage social et mixe nos « sangs »... Tout cela est positif, et nous l'avons vécu tout au long de notre histoire. » « L'immigration va continuer à s'amplifier pour des raisons démographiques et climatiques. La politique actuelle me paraît assez bonne, mais devra évoluer avec une pression qui va augmenter. »

G10 : Non-réponse / réponses trop brèves ou hétérogènes	*15,6%*	« Je ne sais pas. C'est un sujet difficile que je ne maîtrise pas assez pour me permettre de donner un avis. » « Je n'ai pas d'avis tranché sur la question. Je ne sais même pas quels sont les « vrais chiffres » à cet égard. Personnellement je n'ai pas l'impression d'être « envahi » dans mon quartier. »

Ces chiffres montrent un point important : l'opinion des Français n'est pas organisée par une simple opposition « pour/contre l'immigration ». Elle est structurée par des régimes de justification différents.

Le cœur des réponses n'est occupé ni par l'idéologie du « grand remplacement » qui appellerait une fermeture absolue, ni par le sans-frontiérisme de l'ouverture totale, mais par la notion de régulation et d'accueil conditionnel.

En effet, si l'on regroupe les thèmes de sélection utilitariste (G03), d'intégration obligatoire (G04), de coopération avec les pays d'origine (G09), de gouvernance et de régulation européenne (G08) et d'attention particulière aux capacités conditionnant l'accueil, notamment sur les questions d'emploi et de logement (G05), on obtient près de 50% des réponses qui tournent autour de la conditionnalité de l'accueil et la régulation, notamment pour éviter les conséquences sociales négatives de l'immigration. C'est le bloc majoritaire.

Il abrite néanmoins un conflit potentiel. Le consensus est certes fort au sein de ce groupe sur la nécessité d'un accueil conditionnel, la nécessité de ne pas dépasser les capacités d'accueil en matière de logement, d'emploi, de formation, l'impératif de la maîtrise de la langue et du respect des règles communes et des valeurs civiques, le souhait d'une gouvernance démocratique nationale et européenne de la question migratoire et, enfin, l'acquiescement aux stratégies de prévention visant à favoriser le développement des pays d'origine. Mais c'est la question de l'immigration de travail qui clive le groupe régulateur. On trouve d'un côté la ligne Ruffin du protectionnisme social qui considère que « plus on fera rentrer d'immigrés et plus les salaires baisseront [...] : c'est la stratégie du patronat pour paupériser la France » et que « les quotas si instaurés favoriseront le pillage des cerveaux des populations migrantes et nuiront au développement des pays à forte migration ». De l'autre côté, on trouve les tenants sociaux-libéraux de l'immigration choisie qui priorisent les besoins économiques et souhaitent « mettre en place

une immigration choisie comme au Canada… Notre pays a besoin de médecins, ajusteurs, fraiseurs, informaticiens du numérique… mais plus de balayeurs. Mettre en place des quotas par métiers dont notre pays a besoin ». Les deux lignes pourraient néanmoins se retrouver sur la nécessité de limiter la concurrence immigrés/nationaux sur l'emploi et les salaires de la main-d'œuvre la moins qualifiée : « L'immigration non ou peu qualifiée est une trappe aux bas salaires et aux mauvaises conditions de travail. »

Le pôle humanitaire (G06, G07), favorable à un accueil large des flux migratoires, pèse 20%. Étrangement, les discours portés dans ces deux sous-groupes mêlent souvent impératif moral et affirmation du caractère inéluctable de l'immigration, parfois redoublé de la mention d'un impératif économique (équilibre du régime des retraites). On peut ainsi lire « Il faut faire comprendre aux Français que l'immigration est d'une part une bonne chose et d'autre part incontournable. Ce n'est que le début » ou « L'immigration est inévitable (la France est un pays riche et une terre d'accueil) et nécessaire (pour maintenir notre démographie). Il faut maintenir voire développer notre politique d'accueil pour les demandeurs d'asile » ou encore « L'immigration est inéluctable. En outre, elle est un enrichissement culturel réciproque. Enfin, nos vieux pays ont besoin d'elle pour avancer, durer et innover ». Comme si les questions de principe ne suffisaient plus quant à l'accueil des immigrés et qu'il fallait pour asseoir le discours sans-frontiériste le redoubler d'une vision quasiment physique, issue de la mécanique des fluides (« L'immigration en France (comme ailleurs) est inéluctable et, tel un flot, ne peut être endiguée »).

À l'inverse, le noyau le plus explicitement dur de fermeture stricte des flux (G01, G02) ne pèse que 14,7%. On a construit un indicateur permettant le repérage de discours exclusivistes, montrant une adhésion plus ou moins marquée à l'idéologie du « grand remplacement » : hostilité explicite aux immigrés comme groupe (« Stopper l'entrée des étrangers. Et renvoyer ceux qui sont ici chez eux »), exclusivisme culturel ou religieux (« Il y a trop d'immigrés, trop de musulmans, qui peu à peu remplacent les Français de souche »), attaques contre le droit du sol (« Abolition du droit du sol et rétablissement du droit du sang »), défense de la déchéance de nationalité (« Déchéance de nationalité pour les délinquants d'origine étrangère, et retour au pays d'origine ») ou de la préférence nationale. Dans son acception la plus large, cet indicateur ne regroupe que moins de 2% des réponses du panel, essentiellement présentes dans les groupes G01 et G02. On voit que la motivation raciste, ou son faux-nez culturaliste, ainsi que les remises en cause radicale de la doctrine républicaine sur la nationalité sont extrêmement minoritaires et n'expliquent en réalité que faiblement la volonté d'arrêt des flux d'immigration.

Les solutions

La question migratoire est donc majoritairement pensée chez les répondants au Grand débat national en termes de pilotage conditionnel : on n'ouvre pas sans critères, mais on ne ferme pas non plus sans exception. Ce constat est encore renforcé lorsque l'on observe le très important consensus qui se dessine autour de la nécessité de décider démocratiquement au Parlement d'objectifs annuels chiffrés d'accueil de nouveaux migrants (hors asile). À cette question, près de 70% des participants au Grand débat répondent positivement. C'est évidemment encore plus présent au sein du groupe central favorable à la régulation (72%). On ne sera pas surpris de voir un assentiment moindre au sein du pôle humaniste. Néanmoins, le souhait d'un vote annuel sur des objectifs chiffrés d'accueil à plus de 60% dans ce segment montre la fragilité des fondamentaux idéologiques de ce groupe : pourquoi voter des objectifs limitants si c'est un impératif moral qui nous guide ? Plus encore, pourquoi souhaiter un vote annuel si l'immigration est un phénomène irrépressible ? Il y a là les ferments d'une véritable bascule des tenants de l'ouverture inconditionnelle.

On trouve également un bougé idéologique important chez les partisans de la fermeture drastique des frontières. La revendication habituelle de cette tendance, représentée par Éric Zemmour, Marine Le Pen, Jordan Bardella, Éric Ciotti mais aussi un certain nombre de leaders des Républicains (Bruno Retailleau, Laurent Wauquiez, François-Xavier Bellamy), était celle du référendum sur l'immigration, à la suite de la pétition de Philippe de Villers sur la question[3]. On voit bien en quoi le référendum correspond à certains fondamentaux de l'idéologie du « grand remplacement » : il suppose d'une part une réponse définitive à la question migratoire et sous-entend que cette réponse ne peut être apportée que par le peuple lui-même, ses élites l'ayant massivement trahi sur cette question. Le ralliement de ce segment à plus de 74% à l'idée d'une loi d'orientation annuelle sur l'immigration montre le pragmatisme des citoyens et peut-être la faible adhésion réelle tant à l'idéologie du « grand remplacement » (on l'a vu déjà sur la faible place des discours exclusivistes) qu'à ses sous-jacents anti-élites et complotistes. Cette bascule montre peut-être également que la revendication d'un référendum n'est populaire que dans un environnement politique où la question de la maîtrise des flux n'est jamais posée et où le discours fataliste (l'immigration est inéluctable) occupe une part importante de voix dans le discours médiatique. C'est sans doute le contrôle démocratique qui est avant tout recherché : la perspective d'une loi d'orientation annuelle y répond parfaitement.

Au-delà de la gouvernance démocratique, les propositions des participants pour répondre aux défis de l'immigration renforcent encore le poids de l'approche régulatrice. En effet, les pistes de solutions ont été largement évoquées dans les constats : on devrait trouver une continuité très

importante entre les deux questions. Ce n'est pas exactement le cas : voyons d'abord comment se structurent les réponses.

Groupe	Part	Réponses types
G01 : Agir sur les causes dans les pays d'origine, le développement, les conflits et le climat	22,35%	« Permettre le développement et des pays en voie de développement d'où viennent les migrants. Développer les coopérations. » « Les solutions à l'immigration ne sont pas tant en France que dans les pays d'origine d'immigration. Développement économique dans les pays en voie de développement, lutter contre le réchauffement climatique afin de ne pas créer de flux migratoire liés à la perturbation de l'environnement, lutte contre le terrorisme. »
G06 : Réduction des flux, fermeture et dissuasion	10,11%	« Être extrêmement ferme avec les gouvernants étrangers qui doivent assumer leurs ressortissants et développer leur pays. La plupart de ces pays ont de grandes richesses [...] » « Fermer les frontières et supprimer toutes les aides sociales pour les non-Français. On verra ceux qui viendront et resteront. » « La plus grande fermeté. La France, ni aucun autre pays d'ailleurs, ne pourra jamais accueillir toute la misère du monde. »

G03 : Immigration choisie, quotas, critères et besoins économiques	9,38%	« Mise en place d'une immigration CHOISIE par la France avec des quotas en fonction des besoins du pays. » « Il faut instaurer l'immigration choisie pour répondre à nos besoins de croissance économique. Il faut instaurer des quotas en fonction des CSP. » « Faire voter annuellement ou tous les six mois un quota d'immigration choisie en fonction des besoins du pays et de nos entreprises. »
G02 : Intégration, langue, éducation et obligations civiques	8,78%	« Examen régulier de l'intégration des immigrés : langue, valeurs… Ne donner la nationalité qu'à ceux dont on est certains de la parfaite intégration. » « Favoriser l'intégration des immigrés par l'apprentissage de la langue et des valeurs de la République. La France, terre d'accueil, reste une fierté nationale. […] » « Mieux intégrer les immigrés dans notre société *via* associations, apprentissage de la langue française, éducation civique, inculquer les valeurs de la République. »
G07 : Réponse européenne et coordination internationale	8,31%	« Cette réponse doit être européenne. Il faut qu'il y ait un véritable partage des réfugiés au niveau européen, une définition européenne des règles d'intégration […] » « Une véritable politique européenne de l'immigration : renforcement des frontières extérieures de l'espace Schengen (création d'une véritable police européenne des frontières). »

G08 : Capacité d'accueil, logement, emploi et organisation territoriale	7,29%	« Arrêter d'accueillir des personnes tant que nous n'avons pas réellement les moyens de les aider. Accueillir des personnes qui pourront vraiment s'intégrer. » « Se donner les moyens et la volonté d'accueillir (logement, travail, éducation) car accueillir des gens pour les laisser dans la rue, c'est inutile. »
G05 : Accueil humanitaire, asile et examen au cas par cas	6,33%	« Il faut accueillir de façon transitoire ou définitive les personnes en danger du fait d'une guerre ou d'une opinion politique. » « Possibilité pour les personnes ou associations privées d'accueillir les personnes qu'elles souhaitent sans être punies par la loi. »
G04 : Contrôle légal, frontières, expulsions et limitation de l'irrégularité	5,77%	« Revoir le droit d' asile. Le sévèriser. Supprimer le regroupement familial ainsi que le droit du sol. » « Respect du droit d'asile mais remise en cause du droit du sol. Restriction du regroupement familial. Reconduite systématique à la frontière des déboutés. »
G09 : Clarification stratégique, gouvernance publique et consultation citoyenne	2,43%	« Coordonner la politique migratoire avec la politique de coopération internationale. Privilégier les demandes instruites dans les pays de départ. » « Une politique migratoire encadrée et un débat citoyen national sur le sujet pour trouver des solutions. »
G10 : Non-réponse, renvoi à d'autres réponses ou réponses trop brèves/hétérogènes	*19,25%*	« Je ne sais pas ! » « La question est inqualifiable, pourquoi prendre parti dans la question ? Ce n'est pas un défi et donc il ne va pas durer !! »

Se dessine au final une tripartition quasiment identique dans sa structuration à celle de la première question, mais avec une répartition encore plus claire : un pôle partisan de la fermeture des frontières et de l'arrêt de l'immigration (G4 + G5) qui pèse près de 16% des réponses, un pôle humanitaire en faveur de l'accueil inconditionnel (G5) réduit à 6,33% et un pôle très dominant (G01 + G03 + G02 + G07 + G08 + G09) cumulant impératif de régulation des flux, intégration exigeante et gouvernance démocratique de la question de l'immigration pesant 58,54%.

Si l'on regarde les grandes catégories de constat, cette approche régulatrice est majoritaire dans tous les groupes de répondants de la première question sur les constats. Ceux qui faisaient le constat d'une nécessaire fermeture des flux adhèrent tout de même à 54% aux solutions en termes de régulation démocratique et d'intégration. Évidemment, le pôle régulateur de la première question adhère à 62% aux solutions régulatrices. De manière plus surprenante, on retrouve un taux d'adhésion aux solutions régulatrices identique et même supérieur (62,6%) chez les partisans de l'accueil inconditionnel. Les sans-frontiéristes seraient-ils des partisans de la maîtrise des flux et de l'intégration exigeante qui s'ignorent ?

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

De la question de l'immigration à celle de l'intégration

Cet effacement de la tripartition initiale au profit de la seule approche régulatrice apparaît encore davantage dans les réponses à la dernière question sur le contenu de politiques d'intégration nécessaires

Groupe	% du corpus	Citations clés

G0 : Langue française, cours et alphabétisation	28,2%	« Chaque immigré légal devrait faire l'objet d'un parcours citoyen, et, pour ceux qui le nécessitent, des cours de langue française. Sans connaître les règles de vie française, et sans connaître sa langue, l'intégration est impossible. »
G02 : Travail, emploi et autonomie matérielle	11,3%	« C'est l'éducation et la formation qui permettent l'entrée dans le monde du travail. Le travail permet l'intégration et l'autonomie. Alors, les migrants ne seront plus une charge, mais une source de richesse comme tout Français qui travaille. »
G04 : Respect des lois, valeurs, laïcité et règles communes	9,1%	« Respecter les lois et fondamentaux de la république. Apprendre, respecter et faire respecter la laïcité sans concession. »
G03 : École, éducation et formation	8,4%	« Cours de français et d'éducation civique obligatoires, inscription des enfants à l'école, formation pour les parents avant afin de trouver du travail. »
G05 : Accueil, accompagnement, logement et accès aux droits	5,8%	« Un véritable accueil et accompagnement. Un parrain ou une marraine pour chacun des migrants pour l'accueil et l'accompagnement. Le tutorat permettrait de faciliter les apprentissages, les démarches administratives... Une bien meilleure intégration. »
G06 : Mixité sociale, liens locaux et lutte contre les ghettos	5,0%	« Mixité des quartiers donc mixité des écoles. Il faut arrêter les ghettos que nous avons créés dans nos banlieues. Et mettre au point des communications positives autour de la mixité dans les quartiers afin de lutter contre la peur de l'autre. »

G09 : Parcours global d'intégration et insertion encadrée	4,6%	« Proposer des parcours d'intégration à partir d'un engagement, d'un contrat, des demandeurs, de l'État, des collectivités locales. Préparer l'intégration, sous toutes ses dimensions, au niveau local à travers un projet d'intégration partagé. »
G07 : Statut légal, nationalité, contrat d'intégration et sanctions	1,2%	« Un vrai contrat d'intégration. Oui, pour une bienveillance *a priori*, mais de vraies sanctions si infraction au contrat (modèle hollandais). »
G08 : Inclusion, égalité, réciprocité et lutte contre les discriminations	0,6%	« Plus d'humanisme, de tolérance, d'égalité, de fraternité, de liberté, de démocratie sans oublier la laïcité. Vive la République laïque. »
G10 : Non-réponse, incertitude ou réponse trop brève/hétérogène	*25,8%*	*Groupe résiduel : réponses vides, trop courtes, ambiguës ou non exploitables thématiquement.*

Ce qui se dessine au travers de ces réponses, ce sont des politiques d'intégration intensives et exigeantes. Ainsi, près de 17% des répondants évoquent la notion de devoirs des immigrés quant au processus d'intégration (« Intégration par la langue et par le respect des devoirs de tout citoyen qui manifeste l'intention de vivre en France. Une fois cela fait, mêmes droits et devoirs que tous les Français ... ni plus, ni moins »), d'obligations qui s'imposeraient à eux à partir du moment où ils ont bénéficié d'un accueil et de conditionnalité à une intégration réussie de l'accès à la nationalité et même au maintien sur le territoire. *A contrario*, la position anti-intégrationniste des partisans de l'idéologie du « grand remplacement » est ultra-minoritaire : à peine 0,52% des réponses jugent l'intégration inutile, impossible ou vouée à l'échec parce que certains étrangers ou immigrés seraient considérés comme non intégrables, inassimilables, ou comme ne voulant pas s'intégrer (« Ne pas faire rentrer des populations non intégrables, toutes vos politiques d'intégration ont échoué parce qu'il y a des cultures qui ne peuvent tout simplement pas s'intégrer »). Ceux qui critiquent la logique d'intégration comme trop coercitive pour préférer un accueil large sont encore plus minoritaires, à peine une réponse sur mille (« Intégration ? Ne pas obliger ou susciter cette intégration ou cette assimilation. Un étranger doit pouvoir vivre en France sans devoir s'intégrer »).

Les questions du Grand débat national nous font passer des constats aux solutions sur l'immigration, de la question du pilotage démocratique aux souhaits des répondants sur les politiques d'intégration. Même si les réponses au Grand débat n'ont pas de représentativité sociologique, on s'éloigne à chaque étape un peu plus de la vision binaire qui structure le débat médiatique opposant partisans de l'ouverture des frontières et défenseurs de la remigration. Dès que l'on s'intéresse aux solutions concrètes, émerge au contraire une vision très majoritaire, quasiment consensuelle, parfois contradictoire avec les constats que font les répondants d'une immigration régulée démocratiquement, dont les flux sont conditionnés aux besoins de l'économie et/ou aux capacités d'accueil et qui s'assortit d'une politique exigeante d'intégration par l'école et le travail. Nous avons systématiquement testé dans cette note d'un côté la place de l'idéologie du « grand remplacement », de l'autre celle du discours *no border*. Elles sont quantitativement marginales, à rebours de leur représentation politique à droite et à gauche et de leur place respective dans le champ médiatique. François Ruffin a donc eu raison de sortir de cette binarité factice en posant la question de la régulation et en souhaitant limiter l'impact de l'immigration sur l'emploi et les salaires.

Gageons qu'il ne sera pas le seul, tant cette façon de poser la question apparaît beaucoup plus fidèle aux attentes de nos concitoyens que les sempiternelles accusations de racisme dont il a fait l'objet (racisme, qui, même dans une acception très large, ne structure que très peu les réponses des participants au Grand débat national). En creux, se dessine d'ailleurs une forme de fragilité de la position de l'extrême droite sur la question de l'immigration. Si elle s'attire aujourd'hui les suffrages des Français, c'est sans doute moins pour la pertinence de solutions apportées, dont on a vu la marginalité, que parce que c'est pour l'instant la seule famille politique à offrir une vision cohérente de cette question et à répondre, certes de manière imparfaite, à l'exigence de pilotage démocratique par la revendication du référendum. Lutter sérieusement contre le RN impose de proposer une vision alternative, tout aussi cohérente et en phase avec les souhaits des Français d'un retour du politique sur la question migratoire.

Les autres analyses du dossier :

Paul Christophle, *Repenser la doctrine socialiste de l'immigration : travail et statut des étrangers en France*, 11 septembre 2026
Smaïn Laacher, *Immigration et intégration : quel est l'état de l'opinion ?*, 11 septembre 2026

1. Expression forgée par Renaud Camus, écrivain et militant d'extrême droite.
2. Bassem Asseh, Dorian Dreuil, Antoine Jardin, Hugo Micheron, Simon-Pierre Sengayrac et Daniel Szeftel, *Et si l'IA était au*

service de la démocratie ? L'exemple du Grand débat national, Fondation Jean-Jaurès, en partenariat avec Arlequin AI, 11 juin 2025.

3. « Référendum sur l'immigration : la pétition de Philippe de Villiers revendique un million de signatures », *Le Parisien*, 15 septembre 2025.